

GRAND RECENSEMENT GÉNÉRAL DU 3 JUIN

Une armée de recenseurs est partie à l'assaut de 8 millions de foyers

Depuis lundi, des représentants de Statistique Canada ont entrepris la livraison à domicile des questionnaires, dont les réponses tirées de quelque huit millions de foyers constitueront le grand recensement général du 3 juin.

GILLES NORMAND

Entre-temps, les journaux, la télévision, la radio, les institutions bancaires, les compagnies de crédit, les bureaux de poste et les grands magasins continueront de nous rappeler l'importance de cette vaste enquête décennale, au moyen d'affiches publicitaires. Répondre aux questionnaires qui seront livrés constitue d'ailleurs une obligation légale pour les Canadiens.

Mais si on parle tant du 3 juin, comme date du recensement, cela ne veut pas dire de rester chez soi toute la journée, quand ce mercredi sera venu. On demande simplement que les renseignements fournis soient valables en date du 3 juin.

Dans les jours précédant cette date, donc depuis lundi, des recenseurs passent aux maisons. Environ 70 pour cent des ménages canadiens sont compris à l'intérieur des principaux centres urbains: par exemple Montréal, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Sorel, Laval, ou des questionnaires auront été livrés. Un membre de la famille répondra à toutes les questions pertinentes, et il retournera le tout par la poste, dans une enveloppe jointe et affranchie.

Arrivés dans un centre local de ramassage, les questionnaires seront triés, renvoyés aux agents recenseurs et vérifiés. Les recenseurs contacteront ensuite les ménages qui n'auront pas renvoyé ou rempli complètement le questionnaire, afin d'obtenir qu'ils le fassent.

Durant la même période, c'est-à-dire dans les quelques jours précédant le 3 juin, des questionnaires seront aussi livrés dans les familles rurales ainsi que dans les petits secteurs urbains: par exemple: Sainte-Agathe, Louiseville, Nicolet, La Tuque. Là, il faudra conserver les questionnaires jusqu'à ce qu'un agent de recensement vienne les chercher. Celui-ci vé-

rifiera sur place les réponses données et il demandera des renseignements sur toutes les questions auxquelles on aura répondu de façon incomplète ou pas du tout.

Cette deuxième méthode rejoindra près de 30 pour cent des foyers de même que 98 pour cent des exploitations agricoles.

En dernier lieu, viennent les régions peu peuplées et plus isolées, ou habite moins de un pour cent de la population. Là, des agents visiteront chaque logement et y effectueront des entrevues personnelles. Ce sera le cas aux abords des ports de mer côtiers ainsi que dans les petits centres du nord canadien.

Deux questionnaires

On a décidé d'avoir recours à deux questionnaires: le premier, qui comporte 12 questions, sera rempli par les quatre cinquièmes des huit millions de ménages canadiens. On y indiquera

des données de base comme l'âge, le sexe, l'état matrimonial, la langue maternelle et le genre de logement que l'on occupe. Par ailleurs, un ménage sur cinq recevra un questionnaire plus détaillé comportant 31 questions supplémentaires sur des sujets tels que le niveau d'instruction, la migration, la profession et le revenu.

En plus, les 340.000 agriculteurs du Canada participeront également au recensement de l'agriculture qui sera mené au même moment.

Cas spéciaux

Il y a des cas spéciaux: par exemple les casernes et quartiers militaires, ou le recensement sera fait comme dans un seul logement collectif; dans les institutions — maisons de repos, orphelinats, centres de soins, pénitenciers — ou l'on se servira des registres administratifs; dans les centres d'accueil ou des

recenseurs passeront; dans les hôtels, motels, maisons de chambres, où les responsables recevront un questionnaire dont pourront se munir les occupants; dans les collèges et universités, pour joindre les étudiants qui ne vivent pas avec leurs parents.

Pour les vacanciers, disons qu'ils peuvent être enregistrés par une autre personne, qui se trouve au foyer au moment de leur absence. Quant aux autres... on laisse tomber. Un citoyen canadien en vacances à l'étranger n'est d'ailleurs pas tenu de participer au recensement. A Statistique Canada, on estime perdre avec les vacanciers une faible fraction de un pour cent des répondants possibles.

Les données recueillies seront utilisées par des organismes des secteurs public et privé, dont le travail influe sur les conditions de vie de tous les citoyens.



Entourée de milliers de boîtes contenant au total quelque 520 tonnes de questionnaires et autres documents qui serviront au recensement dans la seule région administrative de Montréal, Mlle Rosemary Okuda, chef de zone, nous invite à être du nombre le 3 juin prochain.

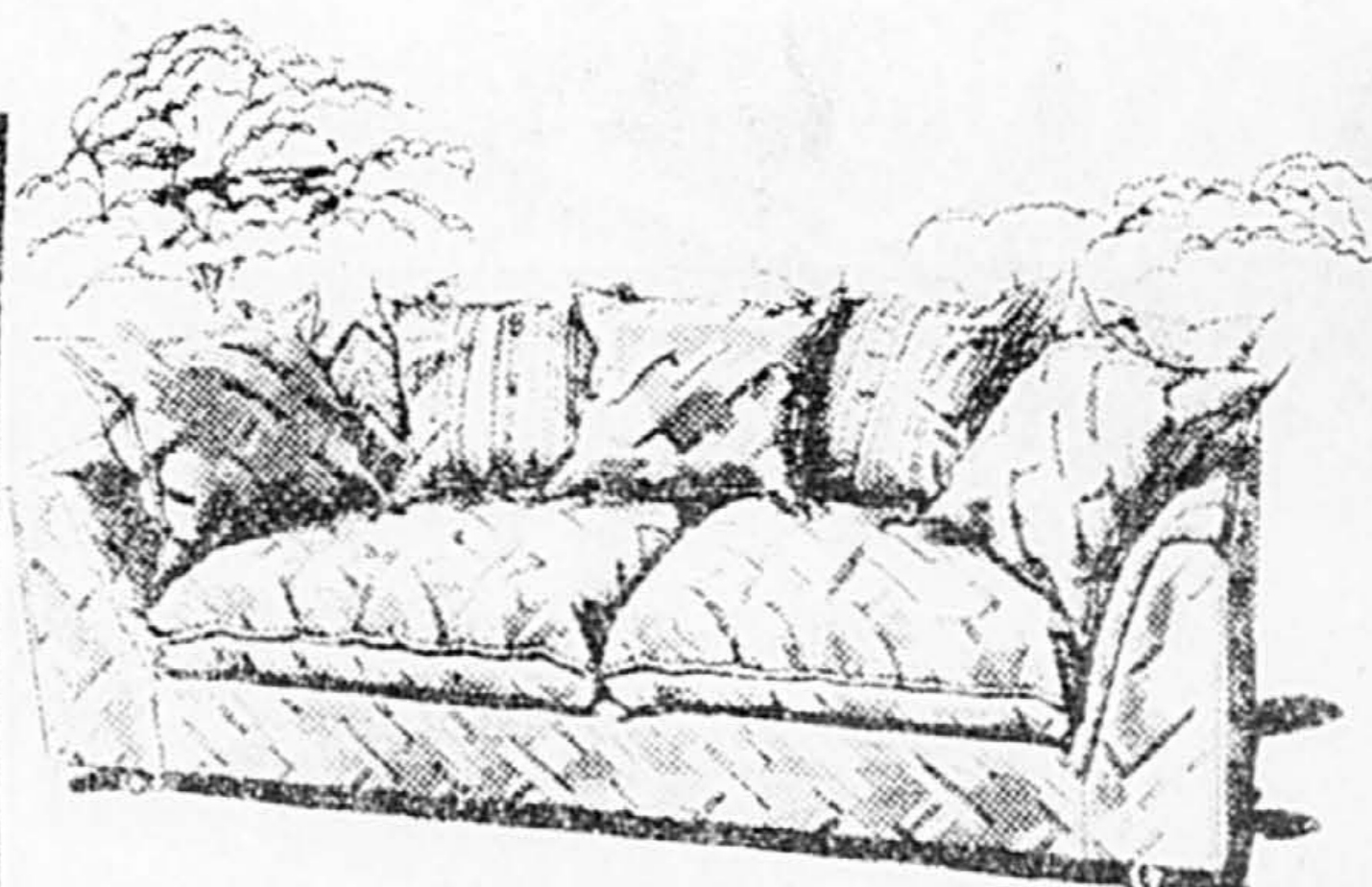
VISITEZ CAMEO POUR LES MEILLEURS CANAPÉS-LITS

Chez Cameo, vous trouverez exactement ce que vous désirez dans un canapé-lit, et surtout le confort d'un lit à matelas extra-ferme. Nos prix sont toujours imbattables car nous fabriquons et vendons directement, sans intermédiaire. Passez nous voir dès aujourd'hui; nous vous présenterons la collection la plus complète de canapés-lits, à prix très concurrentiels. Tous sont offerts dans une magnifique gamme de tissus.

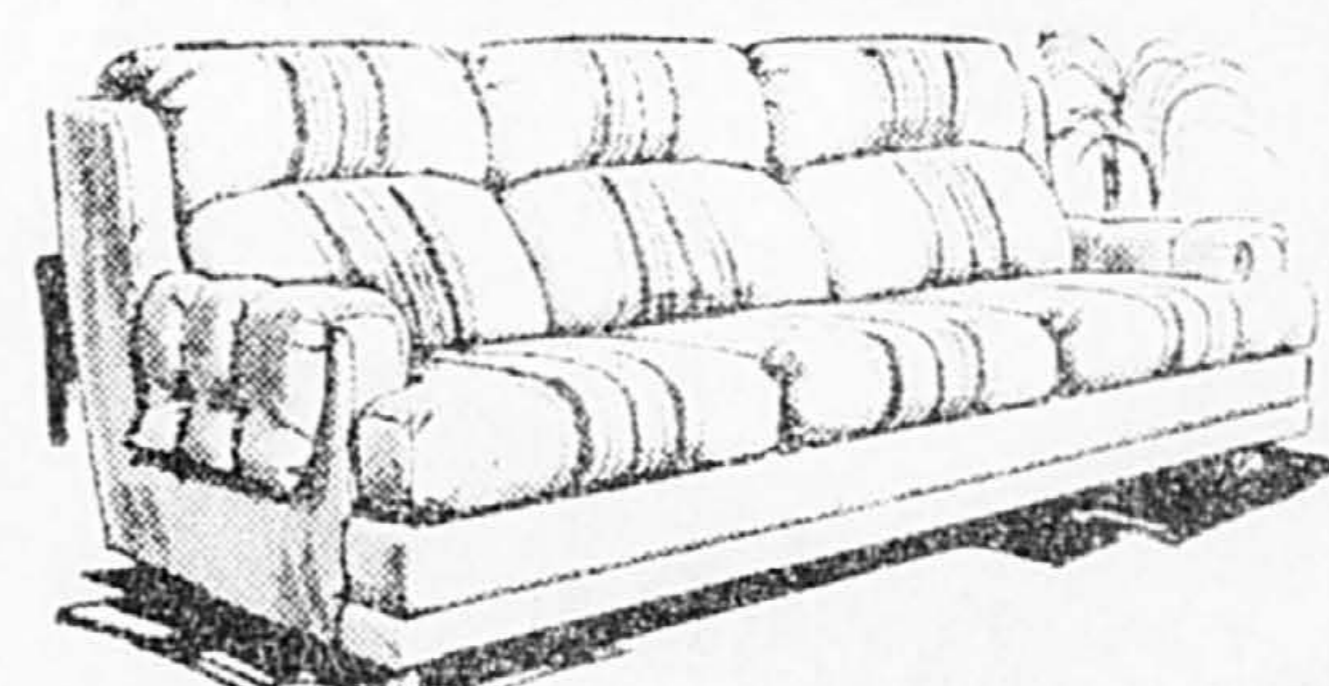


CAMEO... s'ouvre pour former un lit double (disponible en taille grand lit (Queen))

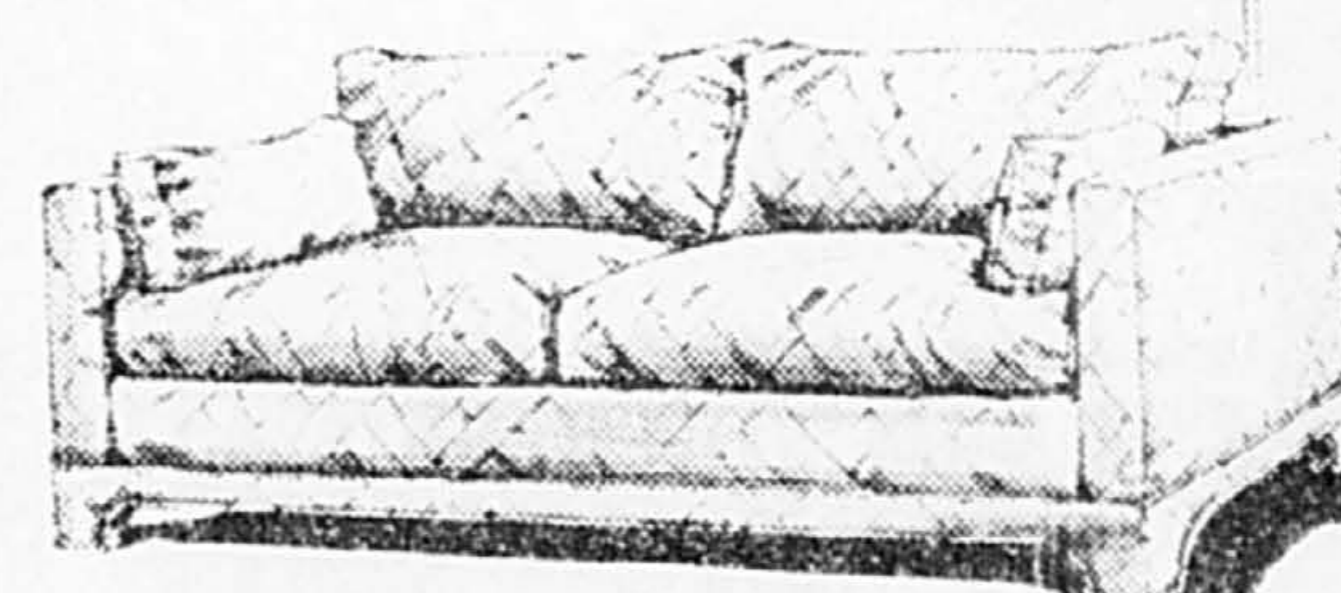
Toutes les tailles — Queen, double, simple, ensembles par éléments pour angle et fauteuils assortis



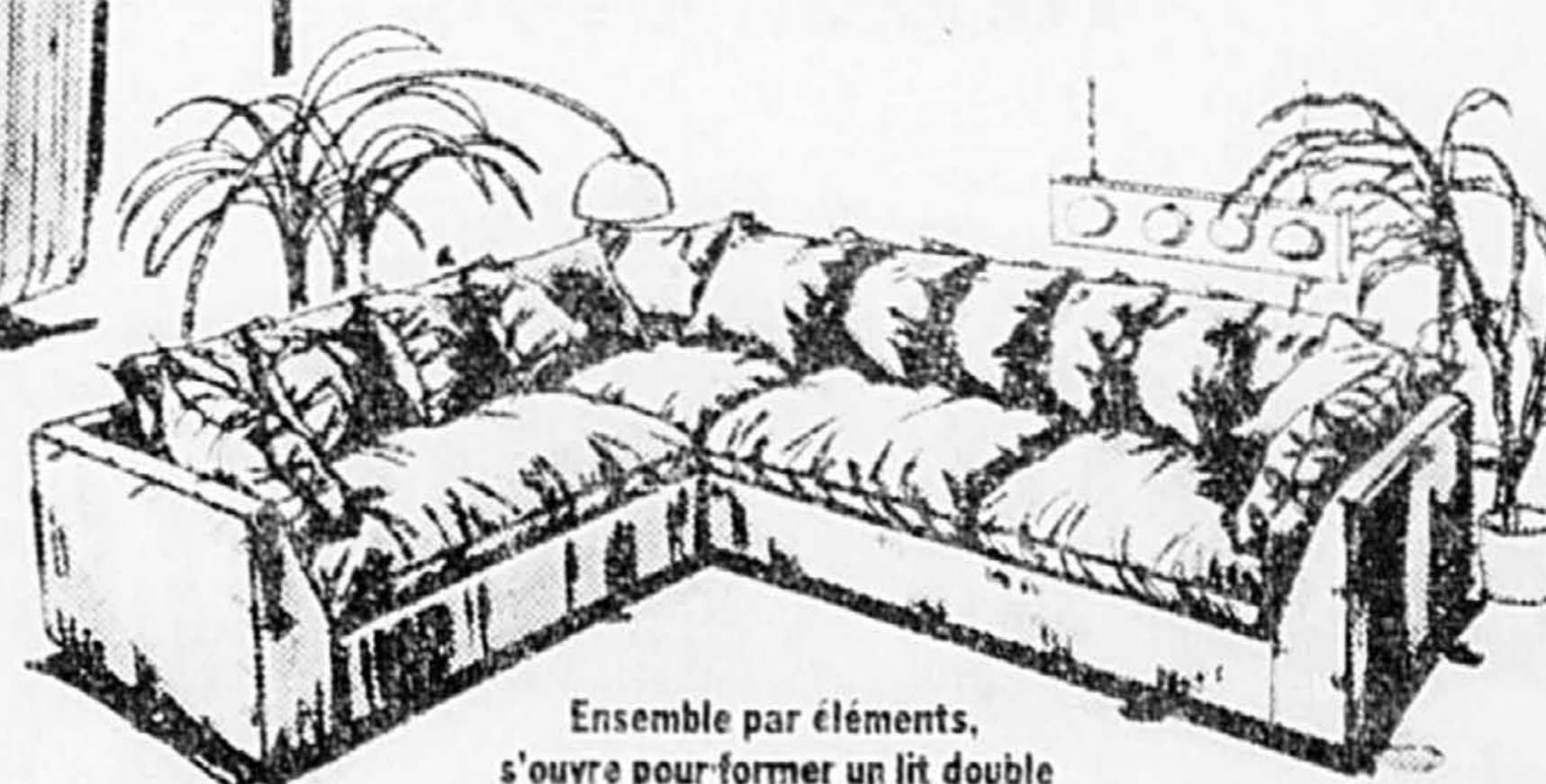
CAMEO... s'ouvre pour former un lit double (disponible en format grand lit (Queen))



CAMEO... s'ouvre pour former un grand lit (Queen) (disponible en lit double)



CAMEO... s'ouvre pour former un lit double (disponible en format grand lit (Queen))



Ensemble par éléments, s'ouvre pour former un lit double

75 JOURS DANS L'ESPACE

Kovalenok et Savinykh regagnent la terre

MOSCOU (AFP) — Vladimir Kovalenok et Viktor Savinykh ont regagné la terre à 12h38 GMT et se sont posés, à bord du module de descente de «Soyouz T-6», à 125 km à l'est de Djezkazgane (Kazakhstan), a précisé l'agence officielle soviétique.

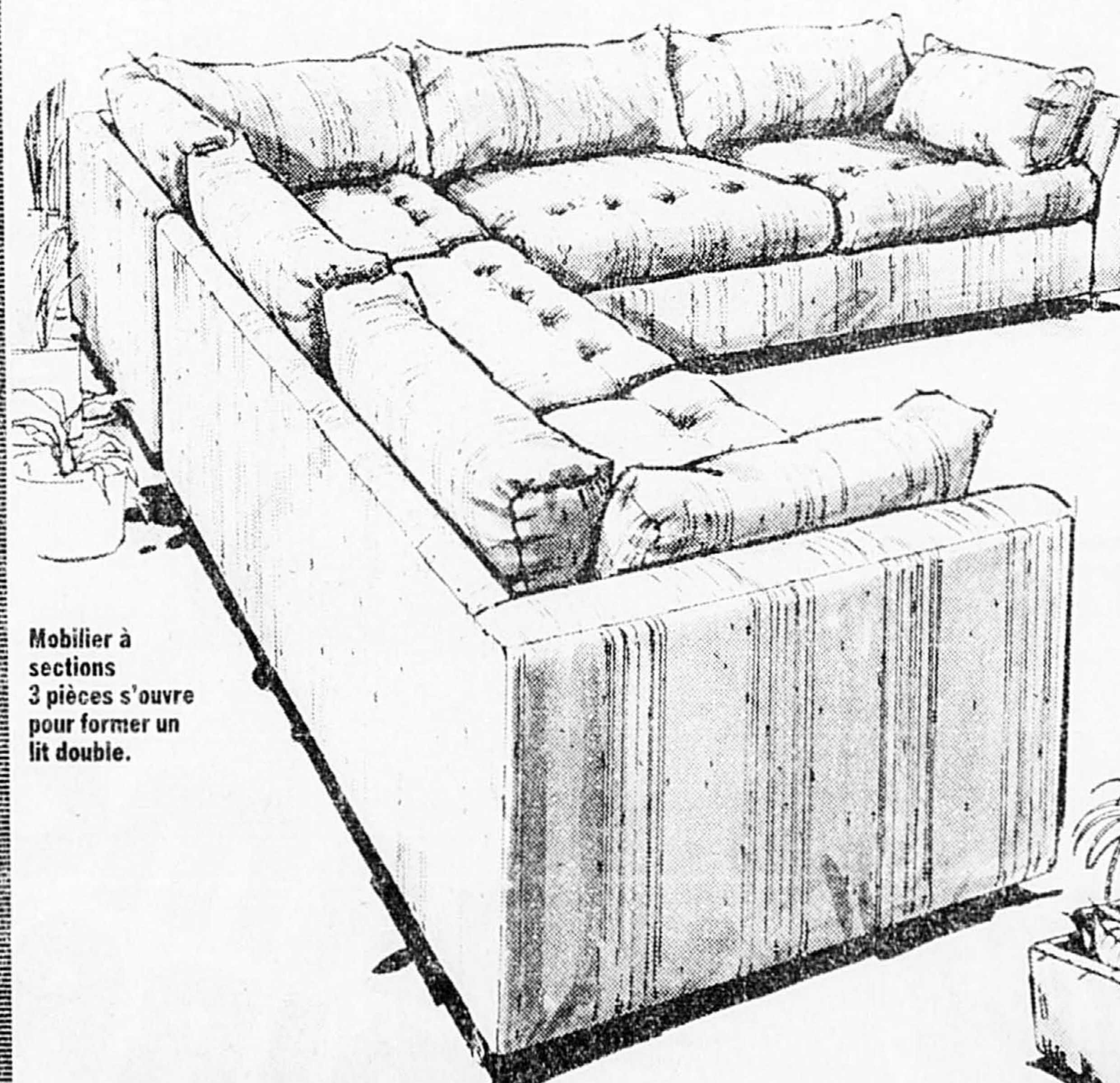
Les deux hommes, qui ont séjourné pendant 75 jours dans l'espace, ont «bien supporté le vol» ainsi que le «retour sur terre», ajoute Tass.

Au cours de leur séjour dans l'espace, Kovalenok et Savinykh ont reçu la «visite» de deux équipages internationaux dans le cadre du programme «Intercosmos»: l'équipage soviéto-mongol formé de Vladimir Djanibekov et Joungderdemidin Gourragtcha, entre le 23 et le 30 mars dernier, et l'équipage soviéto-roumain, Leonid Popov et Dumitru Prunariu, entre le 15 et 22 mai derniers.

Le record du monde de séjour dans l'espace reste détenu par l'équipage soviétique Valery Rioumine et Leonid Popov avec 185 jours dans l'espace. Ceux-ci avaient été lancés dans l'espace le 9 avril 1980 à bord de «Soyouz-35» et n'avaient regagné la terre que le 11 octobre 1980, à bord de «Soyouz-37».

Durant les 75 jours qu'ils ont passés dans l'espace, Vladimir Kovalenok et Viktor Savinykh ont réalisé de nombreuses expériences et recherches à bord de la station orbitale «Saliout-6», a indiqué Tass.

Les cosmonautes Viktor Savinykh et Vladimir Kovalenok ont également procédé à bord de «Saliout 6» à des travaux de maintenance dans le but de rendre possible son exploitation ultérieure par d'autres équipages, a indiqué Tass.



Mobilier à sections 3 pièces s'ouvre pour former un lit double.

FABRIQUÉ ET VENDU SANS INTERMÉDIAIRE

PAR
CAMEO
CONVERTIBLES LTÉE

SPECIALISTES EN CANAPÉS-LITS
MONTRÉAL ET OTTAWA

505 DORCHESTER OUEST
(juste à l'est de University) 861-0537

8100 route TRANSCANADIENNE OUEST
juste au sud-ouest de Côte-Vertu
sur la voie de service ouest-est 337-2933

Livraison gratuite dans le Grand Montréal
Versements mensuels si désiré.

Heures d'ouverture: lundi et mercredi jusqu'à 18 heures
jeudi et vendredi jusqu'à 21 heures
samedi jusqu'à 17 heures



Jacques Bouchard Pierre Gravel

L'AVERTISSEMENT DE CHRÉTIEN À MITTERRAND «Gaffe de taille» selon Claude Morin

ce qui concerne le contentieux Québec-Canada.

En invitant ainsi le nouveau président de la cinquième république à se mêler de ses affaires, M. Morin a souligné que le ministre Chrétien avait fait preuve d'un «manque de tact diplomatique», ce qui est évidemment une gaffe de taille dans la vie politique française.

Une déclaration inutile

Pour le ministre québécois, la déclaration de Jean Chrétien est une preuve évidente que ce dernier est «un agressif inquiet» alors que la situation politique canadienne et québécoise ne cause plus d'interrogation en France depuis au moins quatre ans.

Le geste posé par Jean Chrétien doit drôlement embarrasser le ministre des Affaires extérieures, Mark MacGuigan, et l'ambassadeur du Canada en France, Gérard Pelletier.

On sait que ce der-

nier, à la demande expresse du premier ministre canadien, avait décidé de prolonger de quelques semaines son mandat en France avant d'occuper ses nouvelles fonctions d'ambassadeur à l'ONU à New York, à cause de l'élection de M. Mitterrand.

M. Pelletier devait alors s'assurer que le changement à la présidence n'affecterait pas trop les relations qui existent entre le Canada et la France alors que la précédente administration, sous la direction de Valéry Giscard d'Estaing, avait été marquée au coin de «la non-ingérence et de la non-indifférence».

Evidemment, avec l'arrivée de M. Mitterrand à l'Élysée, les rapports de coopération entre la France, le Canada et le Québec pourraient être modifiés, d'autant plus que le ministre Claude Morin compte plusieurs amis personnels dans le nouveau cabinet nommé par M. Mitterrand.

On y retrouve en

effet les ministres Michel Rocard, Claude Sheysson, Jean-Pierre Chevènement, André La Barrère, ex-professeur à l'université Laval en même temps que Claude Morin, et Edith Cresson, pour ne nommer que ceux-là.

Un document explicatif

Par ailleurs, le ministre Claude Morin a souligné que le premier ministre René Lévesque doit rendre publique aujourd'hui, après la réunion de son Conseil des ministres, la réponse écrite que lui a fait parvenir le nouveau président français en réponse à son télégramme de félicitations. Ce document, semble-t-il, indiquera de façon claire et précise le ton des relations qui devront marquer dorénavant les relations entre les trois ordres de gouvernement.

Jean Rivard quitte le Parti libéral

Le candidat libéral défait dans Bourget le

13 avril dernier, Jean Rivard, a retourné lundi à la direction du PLQ sa carte de membre du parti. Il s'agissait pour lui d'une première démarche en vue de retrouver une problématique neutralité politique en prévision de son retour au journalisme actif.

Contrairement à ce que laissait entendre jusqu'à tout récemment une rumeur persistante, l'ex-journaliste radiophonique de CKAC à Montréal ne deviendra pas attaché de presse de son ancien chef, Claude Ryan, en remplacement de Jacques Hudon qui passera bientôt sur la scène fédérale. Jean Rivard a en effet accepté une proposition d'emploi de la station montrealaise anglophone CFCF-TV et participera comme reporter, à compter du premier juillet prochain, à l'émission d'actualités télévisées «As it is».

Jean Rivard conserve une certaine amertume à l'endroit de son ancien employeur, CKAC, la tête du réseau Télé-média, qui lui a créé quelques difficultés au moment de son engagement en politique. Un engagement partisan qui lui vaudra, de son propre aveu, «une période de purgatoire d'au moins un an» avant de pouvoir à nouveau se consacrer à des dossiers de caractère politique.

Cet éphémère membre du Parti libéral qui a mordu la poussière aux mains du

Mitterrand répond à Trudeau et Lévesque

PARIS (AFP) — Le président François Mitterrand a adressé à MM. Trudeau et Lévesque, des messages de remerciements pour leurs félicitations à l'occasion de son élection.

Aux termes du message adressé à M. Trudeau, publié hier par le ministère français des Relations extérieures, le président Mitterrand déclare notamment: «Je tiens à vous exprimer mon souhait de voir nos échanges et notre coopération se porter, dans tous les domaines, à un niveau qui corresponde à toute la confiance et la sympathie que se témoignent le Canada et la France. Je me réjouis de toutes les circonstances qui nous permettront de nous rencontrer et en particulier de la perspective de me rendre prochainement au Canada à l'occasion du sommet économique d'Ottawa. Je vous prie d'agréer, monsieur le premier ministre, l'assurance de ma très haute considération. Signé: François Mitterrand».

Dans le message adressé à M. Lévesque, le président Mitterrand déclare notamment: «Je tiens à vous assurer de ma confiance en l'avenir des relations d'étroite amitié entre la France et le Québec et de ma conviction que le dialogue et la coopération franco-québécoise s'approfondiront dans l'intérêt de nos deux peuples et le respect de leurs spécificités. Je garde le plus vif souvenir de nos précédents entretiens et me réjouis de toutes les occasions qui pourront m'être données de les poursuivre. Veuillez agréer, Monsieur le premier ministre, l'expression de ma haute considération et de mon estime personnelle. Signé: François Mitterrand».

affirmé, hier, à LA PRESSE que sa brève incursion dans l'arène politique lui aura appris beaucoup de choses et que, si un jour il est appelé à «couvrir» à nouveau une campagne électorale, il le fera avec un

oeil tout à fait différent de celui qu'il avait avant de vivre cette aventure des derniers mois. «Une expérience qu'on fait une fois dans sa vie, explique-t-il avec un peu de cynisme, mais que, pour ma part, je

n'ai pas envie de recommencer.»

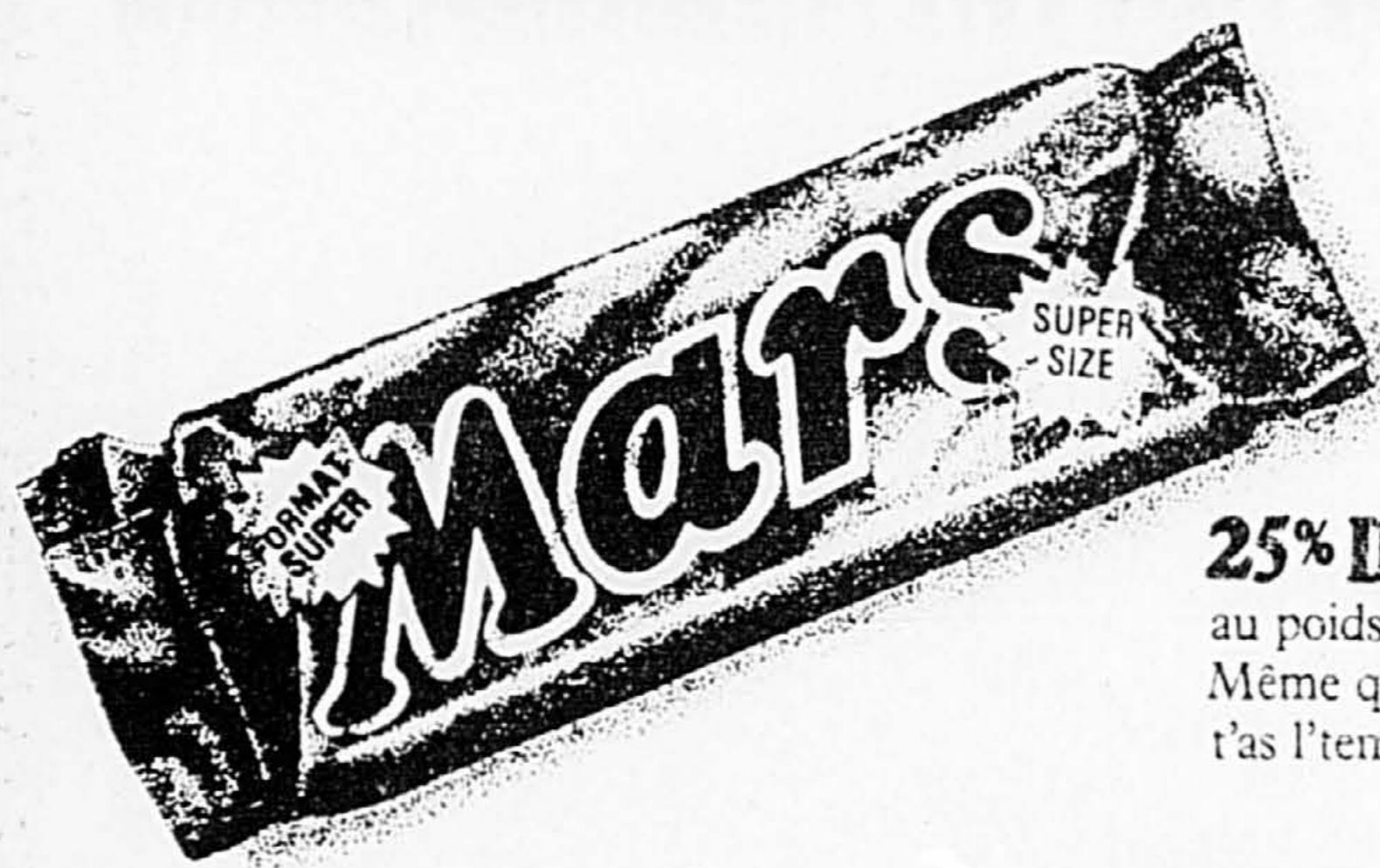
Il serait évidemment étonnant qu'à quelques semaines d'un retour au journalisme actif Jean Rivard annonce son intention de récidiver en politique active...



la Saie

Le vent prend dans les voiles, en partance de France... Vous le sentirez bientôt...

AUGMENTATION DE POIDS... SANS AUGMENTATION DE PRIX!



25% DE PLUS, au poids. Même quand t'as pas le temps, t'as l'temps d'y goûter.



21% DE PLUS, au poids. Bourrée d'arachides, Snickers satisfait pleinement.



18% DE PLUS, au poids. Centre léger, avec un vrai bon goût de chocolat.

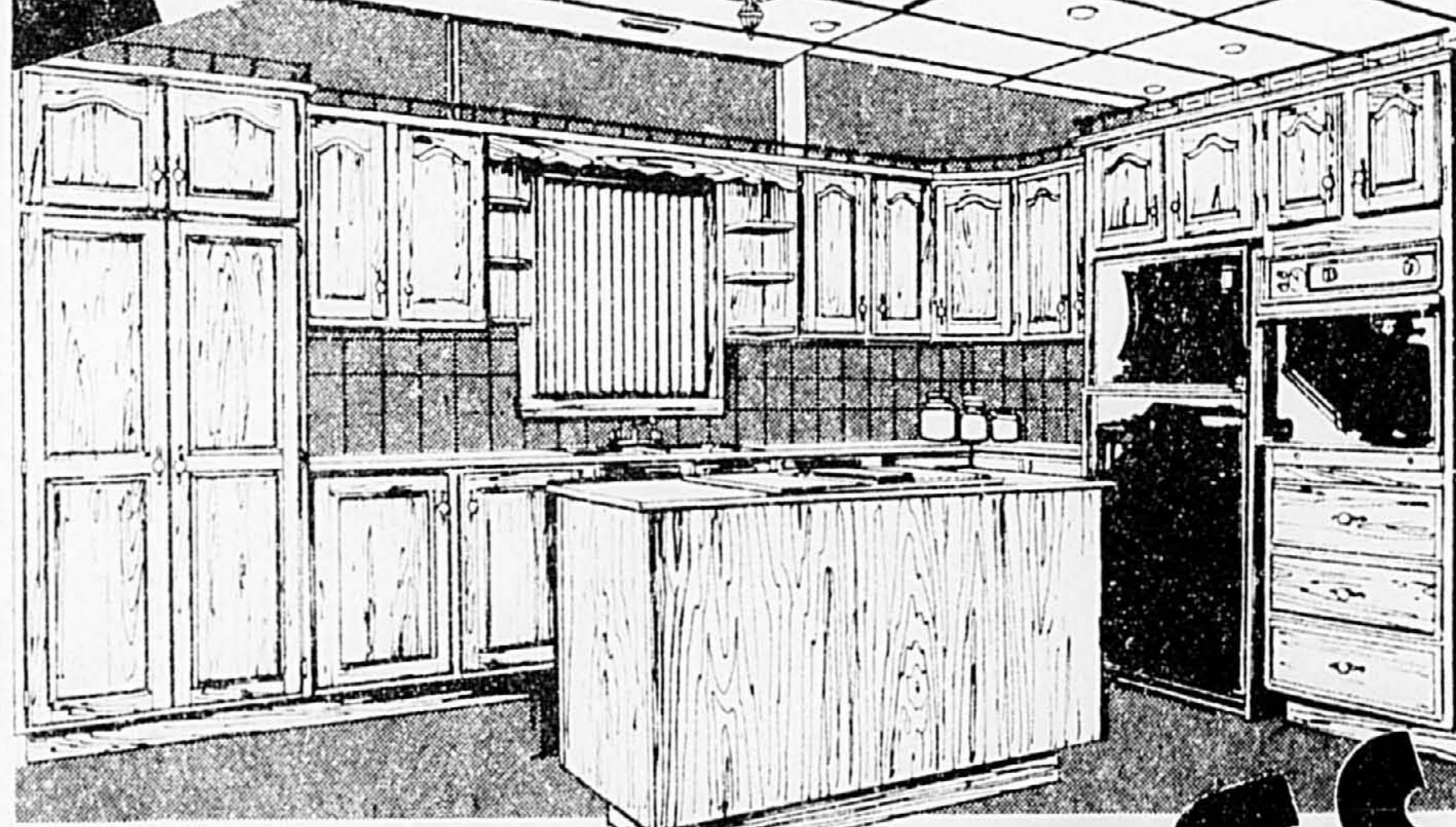
ICI, AUCUNE AUGMENTATION, NI DE PRIX, NI DE POIDS.*



«Le chocolat au lait fond dans la bouche et non dans la main.»

*Le distributeur des barres Mars, des tablettes Snickers, des tablettes 3 Musketeers et des bonbons au chocolat «M&M's» nature et aux arachides n'a pas augmenté le prix de ses produits pour ses clients. De plus, le poids des barres Mars, des tablettes Snickers et des tablettes 3 Musketeers a augmenté en moyenne de 21% sans diminution de qualité.

Le plus important détaillant d'armoires au Canada



ARMOIRES MIRABEL

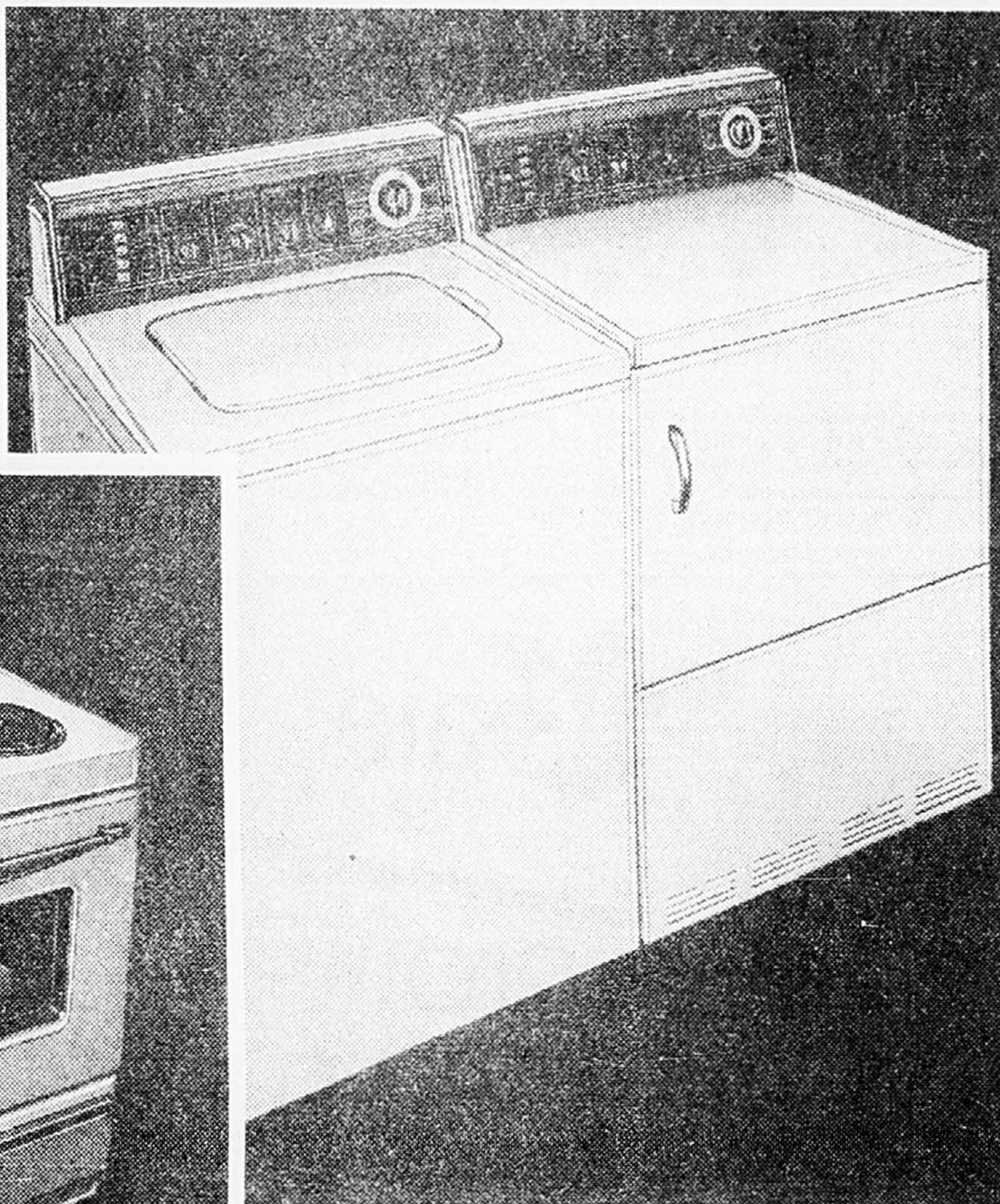
Plusieurs modèles en magasin! Une visite vous convaincra!
3 Salles d'expositions
Montréal: 8261, boul. St-Laurent • 384-2010
Rive-Sud: 3609, boul. Taschereau • 656-8660
Laval: 2015, boul. Industriel • 667-4801
(près boul. St-Martin)

la Baie

Beaumarck

...toute une équipe à prix réduits!

Le plan de garantie prolongée Beaumarck
 Pour moins de .10 par jour, vous pourrez profiter d'une garantie prolongée complète (pièces et main-d'oeuvre) et renouvelable, sur tous les gros électroménagers Baycrest/Beaumarck. Profitez d'un rabais de 10% sur le coût du plan (variant selon l'article), lorsque vous le prenez au moment de l'achat de l'appareil. Pour plus de renseignements, consultez notre personnel de vente ou composez 281-4647.



Machine à laver 7 cycles

Modèle à 2 vitesses et 5 programmes. 7 cycles, dont: normal, supplémentaire, apprêt permanent, court et tricots. Programmation rapide de la température de l'eau. Niveau d'eau infini, réglage d'agitation pour lavage à la main. Ton amande (10.00 en sus) ou blanc. Modèle 57000.

La Baie, ord. 609.95 **559⁰⁰** ch.

Sécheuse Versatronic 4 cycles

Cycles: minuté, normal, apprêt permanent et tricots. 4 réglages: coton, apprêt permanent/tricots, délicat et culbutage. Témoin d'arrêt, éclairage au tambour, panier, ventilation 4 voies. Amande (10.00 en sus) ou blanc. Modèle 67010.

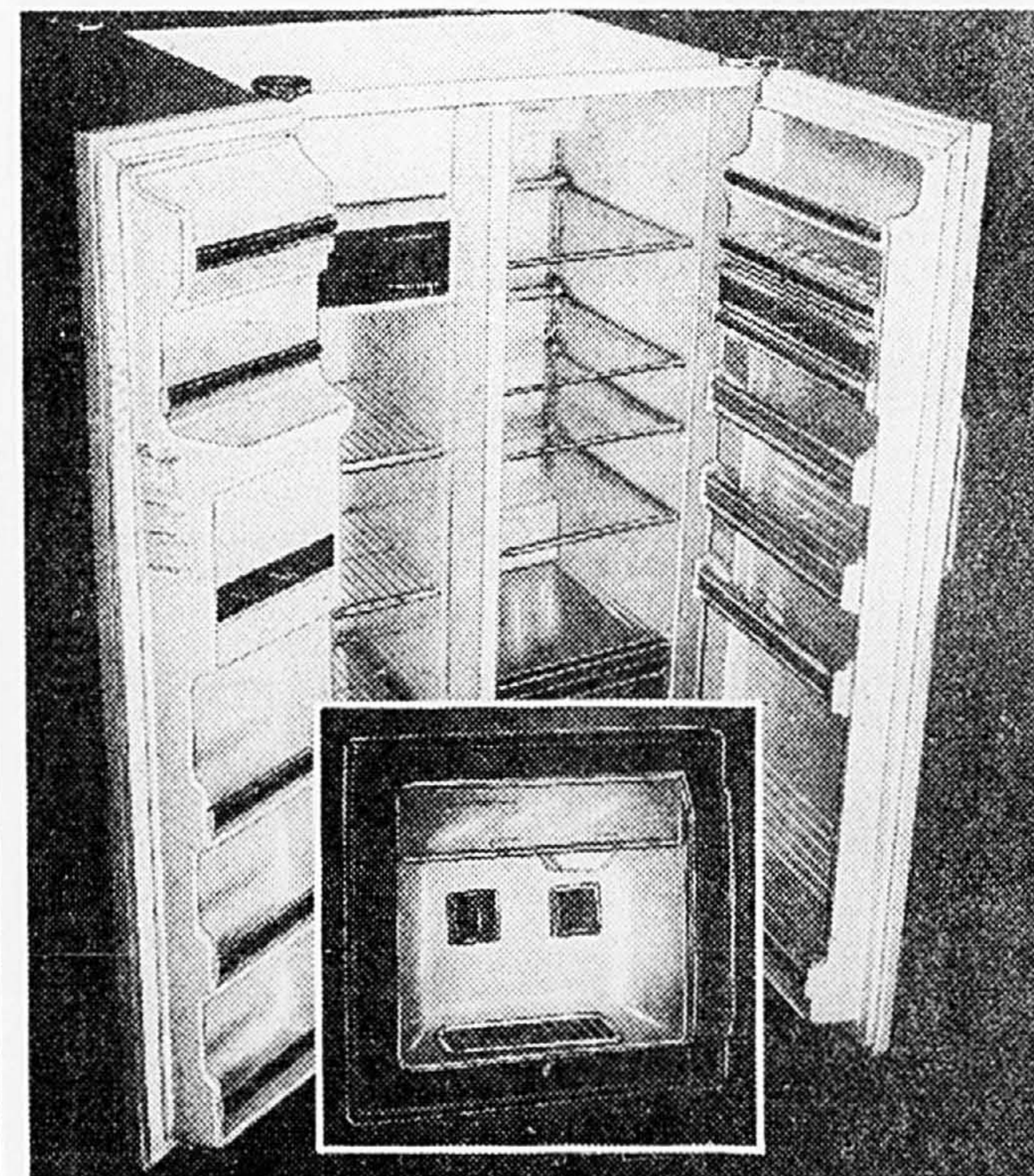
La Baie, ord. 409.95 **359⁰⁰** ch.



Cuisinière 30" de luxe avec sonde

Modèle à four facile à nettoyer, avec dossier en verre, sonde à viande, 2 prises pour accessoires dont une minutée, 2 éléments de 6" et 2 de 8", amovibles. Ton amande, jaune moisson (\$10.00 en sus) ou blanc. Modèle 17090.

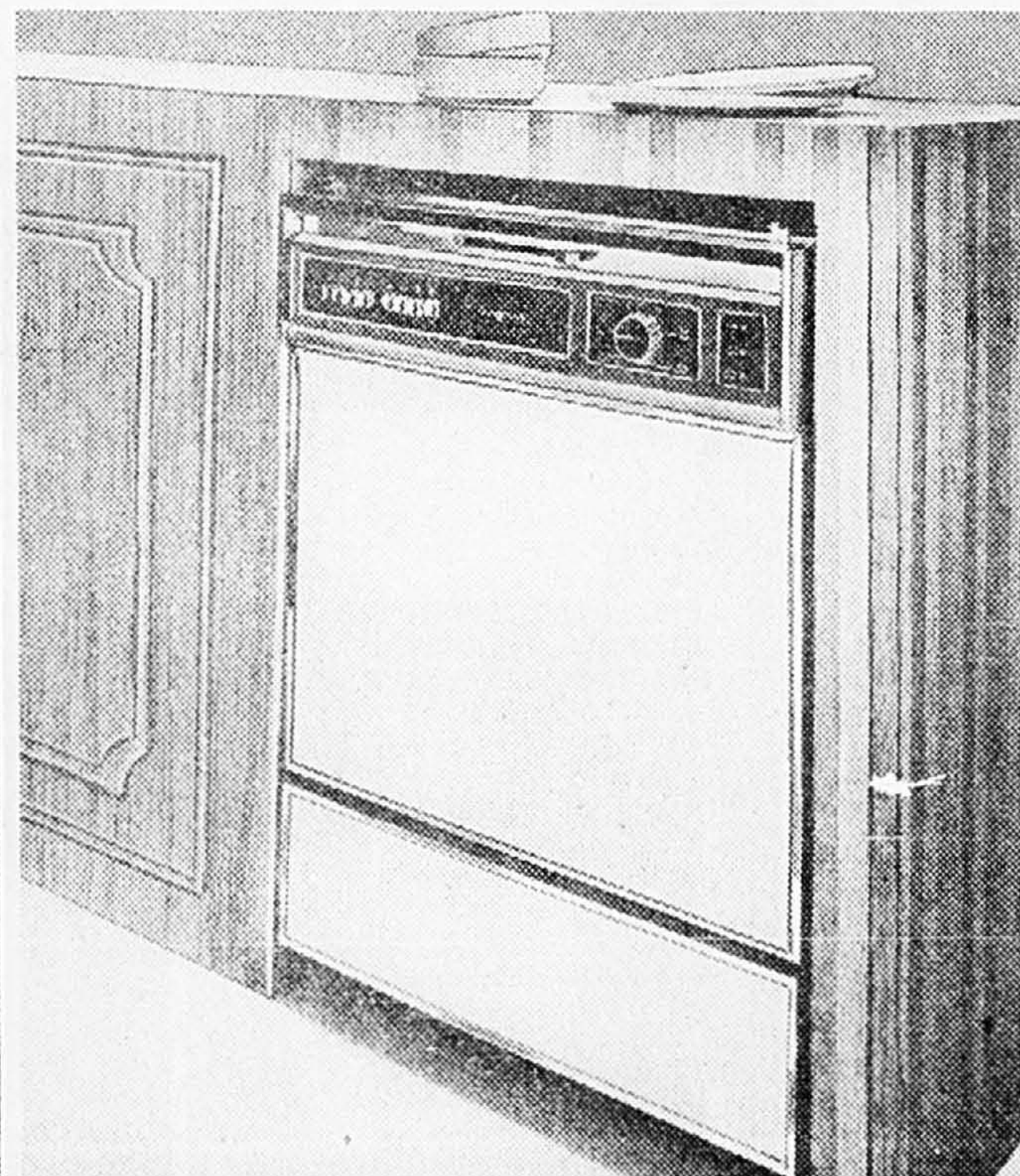
La Baie, ord. 609.95 **559⁰⁰** ch.



Réfrigérateur côte-à-côte 23.6 pi cu

Congélateur d'une capacité de 14.92 pi cu, avec section congélation rapide par air pulsé de 8.63 pi cu, 3 clayettes, 5 balconnets et appareil à glaçons intégré. Réfrigérateur à 4 clayettes en porte-à-faux en verre, 3 balconnets réglables et 2 fixes, légumier, garde-viande 7 jours, 2 oeufriers. Paroi interne d'acier, isolant mousse. Monté sur 4 roulettes. Amande (10.00 en sus) ou blanc. Modèle 34900

La Baie, ord. 2259.95 **1999⁰⁰** ch.



Lave-vaisselle 8 cycles

Cycles: normal, normal écono, casseroles, court, rinçage/attente, porcelaine et verrerie, chauffe-plats. Avec paniers pleine grandeur, réglage automatique du niveau d'eau, porte de sécurité, panier à coutellerie, 3 lampes-témoins. Modèle à encastrer, avec panneaux de couleur. Modèle 41080

La Baie, ord. 559.95 **499⁰⁰** ch.

Panneau supplémentaire facultatif pour modèle ci-dessus. Ton noir. **49⁹⁵** ch.

Lave-vaisselle portatif 8 cycles

(Hors photo). Semblable au précédent, mais avec dessus noyer. Ton amande, jaune moisson (10.00 en sus) ou blanc. Modèle 40080.

La Baie, ord. 589.95 **529⁰⁰** ch.

Téléphoner à 842-6261 (région de Montréal). Rayon 627, au quatrième, centre-ville et dans toutes les succursales

BILINGUISME:

Via Rail et le CN sur la sellette

■ OTTAWA — Le ton a monté hier au comité du Parlement sur les langues officielles, ou la société Via Rail Canada, qui assure le transport ferroviaire des passagers au pays, est venu expliquer les lacunes de ses services au chapitre du bilinguisme.

GILBERT LAVOIE
de notre bureau d'Ottawa

Craignant visiblement de devenir la cible des députés et sénateurs, le président de Via Rail, M. Frank Roberts, a pris l'offensive pour mettre le comité en garde contre toute tentative visant à imposer le bilinguisme trop rapidement. «Je suis prêt à comparer nos résultats à ce chapitre avec ceux obtenus par n'importe quel ministère ou organisme de la Couronne régis par la Loi sur les Langues officielles», a-t-il lancé sur un ton animé, en ajoutant que des modifications à la loi ne changeraient rien aux problèmes de Via Rail.

M. Roberts, qui a fait état des efforts de sa société pour offrir des services bilingues, a reconnu qu'il existe des lacunes importantes à bord des trains de passagers. Il a expliqué que Via Rail a hérité des employés majoritairement unilingues des sociétés Canadien national et Canadien Pacifique, et qu'elle est liée par les conventions collectives de ces employés. Il a soutenu que c'est parmi les employés qui ont le plus d'ancienneté que l'unilinguisme anglophone est le plus fréquent, et qu'il est impossible de toucher aux droits acquis de ces employés.

«Comment voulez-vous faire cela à des employés qui ont 25 ou 30 ans de service. Si pour assurer le bilinguisme ont passait outre aux droits acquis dans tous les services au pays, incluant ceux de la Chambre des Communes, il n'y a pas grand monde qui pourrait garder son emploi», a-t-il déclaré.

M. Roberts a indiqué qu'il n'appartient pas à sa société de décider si la loi sur les langues officielles a préférence ou non sur les conventions de travail signées avec les syndicats.

L'argument n'a pas impressionné le député d'Hochelaga-Maisonneuve, M. Serge Joyal qui a exigé de la société qu'elle fournisse d'ici six mois l'avis juridique de ses procureurs sur cette question. Le vice-président au contentieux de Via Rail, M. Gabriel Fortin, a fait valoir que le Parlement n'a pas spécifié que la loi jouit d'une telle préférence lors de son adoption en

1969. Le député Joyal a rappelé de son côté que la loi impose une obligation de services bilingues plus forte aux grands organismes de transports qu'aux ministères, ajoutant que l'article 2 n'est pas simplement «indicatif» de l'égalité linguistique, mais constitue une «obligation». «Si un ministère ou une agence du gouvernement peut déroger à la loi à cause de ses contrats de travail avec ses employés, tout le monde pourrait le faire», a-t-il indiqué.

Le commissaire aux Langues officielles, M. Max Yalden, s'en est pris également à Via Rail, en déclarant que la société doit cesser de rappeler le passé centenaire des services ferroviaires pour justifier l'unilinguisme de certains services, et qu'elle doit tenir compte aussi du fait que la loi sur les langues officielles a été adoptée il y a déjà 12 ans. Au président de Via Rail qui avait déclaré n'avoir reçu qu'une cinquantaine de plaintes l'an dernier, M. Yalden a dit ne pas être impressionné par les chiffres. Il a expliqué qu'il pourrait à lui seul provoquer des milliers de plaintes en utilisant les services ferroviaires. M. Yalden a aussi critiqué l'intention énoncée par Via Rail d'améliorer son bilinguisme «là où la demande est suffisante». «Nous savons» a-t-il expliqué, que les gens qui ne sont pas habitués à obtenir le service dans leur langue ne le demandent pas.

Le président de Via Rail, M. Roberts, a annoncé que la société vient de conclure un protocole d'entente avec le syndicat, visant à étudier la façon d'accélérer l'implantation du bilinguisme. Il a promis qu'aucun effort dans cette direction ne serait négligé.

Le comité sur les Langues officielles a aussi entendu hier les témoignages des représentants du Canadien national, qui sont responsables notamment de la chaîne d'hôtels au pays et de la Tour du CN à Toronto. Le président, M. R.A. Bandeen, a dit prendre pour acquis que la clientèle peut être servie dans les deux langues dans ces hôtels, mais il a reconnu qu'il existe des difficultés dans des villes comme Edmonton. Il a déclaré aussi que tous les concessionnaires qui ont des contrats du CN pour assurer différents services dans ces hôtels, se sont engagés à fournir des services bilingues. Aux députés ou sénateurs qui ont dénoncé hier des cas d'unilinguisme, M. Bandeen a promis d'y voir de plus près.

LANGUES OFFICIELLES

Joyal contredit Jeanne Sauvé

■ OTTAWA — La présidente de la Chambre des communes, Mme Jeanne Sauvé, s'est retrouvée à nouveau sur la sellette hier à la suite de son refus de témoigner devant le comité du Parlement sur les langues officielles.

GILBERT LAVOIE
de notre bureau d'Ottawa

C'est le député d'Hochelaga-Maisonneuve, M. Serge Joyal, qui a relancé l'affaire, en déclarant au comité que Mme Sauvé faisait fi de certains faits dans les justifications avancées pour ne pas témoigner. Celle-ci a nié la semaine dernière avoir créé un précédent en acceptant l'hiver dernier de témoigner devant un autre comité, celui des comptes publics, qui étudiait le rapport du vérificateur général sur l'administration de la Chambre des communes. Mme Sauvé a expliqué qu'elle avait décidé alors de témoigner parce que le rapport du vérificateur général avait été préparé à la suite d'une requête personnelle de l'ancien président de la Chambre, M. James Jerome. Elle a ajouté que ce n'était pas le cas pour le rapport du Commissaire aux Langues officielles.

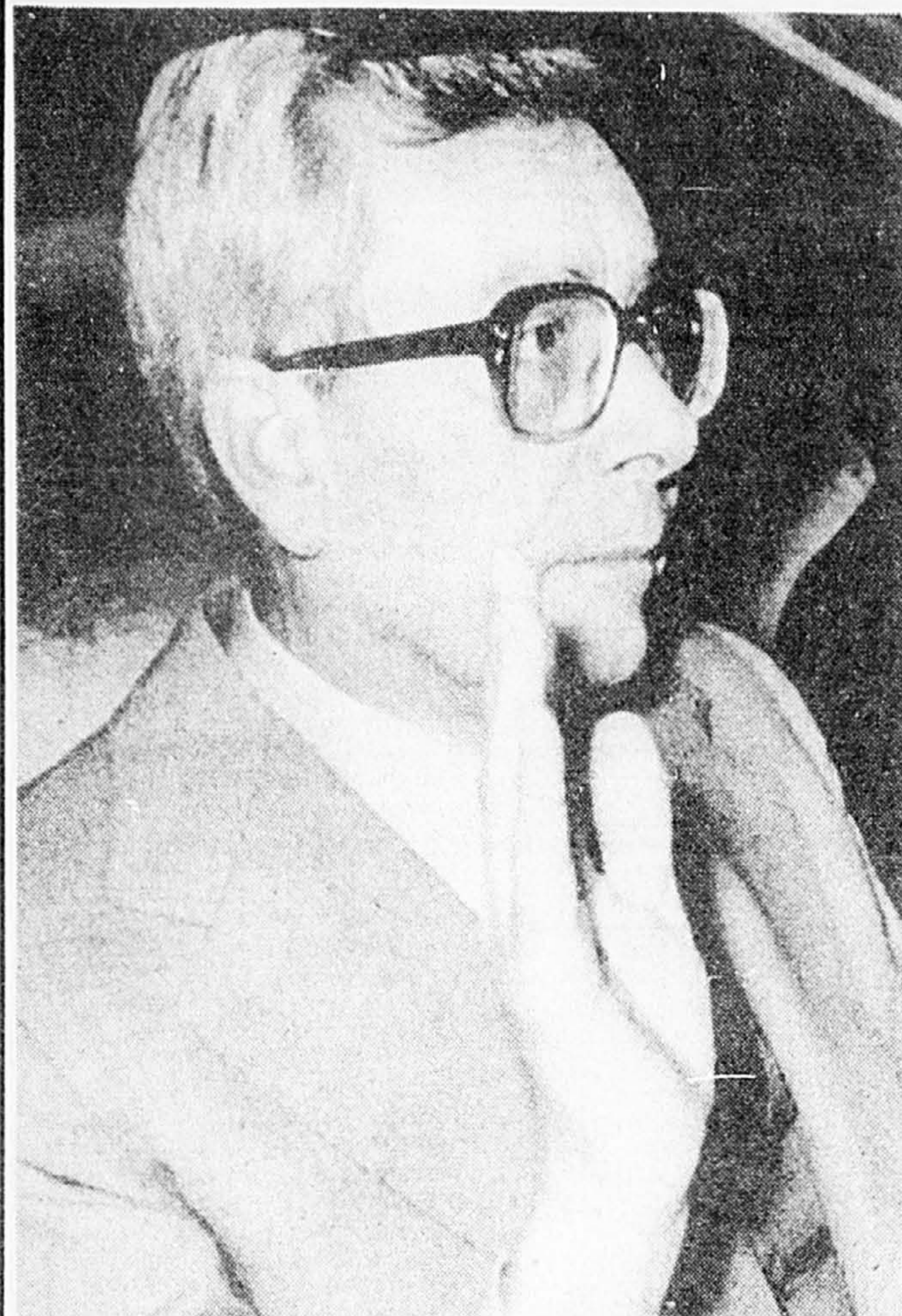
Or le député Joyal a contredit hier cette affirmation, en précisant que le rapport du commissaire précise bel et bien que c'est aussi à la demande de M. James Jerome qu'on a effectué une étude spéciale sur la situation du bilinguisme aux Communes.

M. Joyal a ajouté que la Chambre des communes n'est pas exclue des applications de la Loi sur les Langues officielles, et qu'il en est ainsi de la présidence. Il a enfin demandé au président du comité, le député Eymard Corbin, de déposer au comité la lettre d'invitation envoyée à Mme Sauvé lui demandant de venir témoigner.

Toute cette histoire embarrassait visiblement le député Corbin, qui a pris la liberté dans la lettre en question, d'écrire à Mme Sauvé que le comité comprendrait sa décision de ne pas témoigner, si tel était son désir. M. Corbin a déclaré hier qu'il partage l'opinion de la présidente de la Chambre sur cette affaire, mais il a indiqué que plusieurs de ses collègues ne sont pas du même avis.

Le comité à l'agenda du comité devait discuter de cette question hier en fin de journée. M. Corbin a révélé avoir obtenu une réponse écrite de la présidente dans laquelle Mme Sauvé réitérait son refus de témoigner, en invoquant les arguments avancés la semaine dernière.

Hier un autre député libéral membre du comité, le député Harold Herbert, est intervenu sur le sujet, en déclarant que Mme Sauvé doit témoigner, et en ajoutant que ce qui est en cause dans la situation présente, touche le droit des députés de poser des questions sur tout ce qui se passe sur la Colline parlementaire.



téléphoto PA

Le premier ministre Arnaldo Forlani se rend au Quirinal pour remettre la démission de son gouvernement au président Pertini.

Ulster: un gréviste de la faim accepte de se faire soigner

d'après AFP, AP, Reuter

Vingt-quatre heures après l'enterrement d'un quatrième militant républicain, Patsy O'Hara, un autre gréviste de la faim, Brendan McLaughlin, a accepté de se faire soigner pour son ulcère hémorragique à l'estomac, sans toutefois accepter de s'alimenter.

C'est la première fois, semble-t-il, que l'un des grévistes de la faim de la prison de Maze, près de Belfast, accepte un traitement médical. Les médecins de McLaughlin avaient fait savoir il y a quelques jours que si celui-ci ne se faisait pas soigner, il risquait de mourir d'ici à quelques jours, même s'il n'en est qu'au treizième jour de sa grève de la faim.

Entre-temps, l'Ulster est toujours agité sporadiquement par la violence.

Un homme a été mortellement blessé à Antrim, dans le comté d'Armagh, alors qu'avec deux complices, il pénétrait dans une maison pour y dérober des armes.

Deux policiers ont été blessés, dont l'un sérieusement, mardi matin, par l'explosion de cocktails molotov, dont ils venaient de découvrir un dépôt dans une rue de Londonderry.

DÉPÊCHES

AMNESTY International, qui célébrait hier son 20e anniversaire, a publié une violente condamnation de la torture, du meurtre, de l'enlèvement et de l'emprisonnement de prisonniers politiques, qui séviraient dans près de la moitié des 154 pays membres de l'ONU. Selon l'organisme, les années 80 seront cruciales quant à la situation des droits de l'homme dans le monde. Amnesty International a lancé un appel pour qu'il soit fait face à ce défi d'urgence.

SELON l'Eglise catholique chilienne, le système éducatif mis en place par le président Pinochet conduit à un contrôle idéologique des jeunes générations et vise à former une nouvelle mentalité fondée sur l'individualisme, la seule compétence et les «anti-valeurs» d'une société de consommation. Neuf étudiants chiliens, inspiré par le détenu décédé de l'IRA, Bobby Sands, ont entamé une grève de la faim pour protester contre la politique du gouvernement en matière d'éducation.

LEONID BREJNEV a fait une apparition remarquée et inhabituelle à la conférence du KGB qui, selon Tass, avait pour but d'étudier les tâches incombant aux services secrets telles qu'elles ont été fixées lors du congrès du Parti en février. On sait que le prestige du KGB s'est trouvé sensiblement renforcé depuis l'arrivée au pouvoir de M. Brejnev.

LE GÉNÉRAL Luis Garcia Meza, chef de la junte bolivienne depuis le coup d'Etat du 17 juillet 1980, a annoncé hier, dans une déclaration télévisée, la reddition des militaires rebelles mais en indiquant qu'il demanderait aux forces armées de décider si elles veulent lui retirer la charge présidentielle. On apprendait de

Près de 500 kilos d'explosifs ont été découverts hier en République d'Irlande, près de la frontière, dissimulés dans huit tonneaux de bière.

A Dublin, un policier a été blessé alors qu'il s'opposait à des malfaiteurs qui tentaient un hold-up dans un bureau de poste. Selon les enquêteurs, cette action visait à alimenter les caisses de l'IRA.

De son côté, Jaak Vandemeulebrouck, représentant du Parti nationaliste flamand Volksunie, a lancé au cours d'un débat à Bruxelles, une campagne en faveur d'une intervention de la CEE en Irlande du Nord. Selon lui, un certain nombre de députés ont écrit aux chefs de gouvernement des Dix pour leur demander de soulever le problème des grévistes de la faim. Le Parlement européen a déjà tenu un débat à ce sujet ce mois-ci. La séance s'était terminée sur le rejet d'une motion condamnant la politique du gouvernement britannique en Irlande du Nord.

En Grande-Bretagne, l'un des soldats victimes avec quatre de ses camarades d'un attentat de l'IRA en Ulster la semaine dernière, a été enterré hier avec tous les honneurs militaires, quelque 4.000 personnes assistant à la cérémonie.

bonne source à La Paz qu'il pourrait démissionner en juillet ou août prochains. Il s'agissait de la deuxième rébellion militaire en 15 jours contre son régime, accusé d'être lié au trafic de drogues.

LA VAGUE d'anti-américanisme entourant le mouillage de navires nucléaires américains dans les ports nippons semble sur le déclin et les armées de l'air japonaise et américaine ont effectué hier des exercices aériens dans le ciel d'Okinawa. Les manœuvres navales conjointes restent cependant annulées sur décision de Tokyo. Le ministère japonais des Affaires étrangères formulait entre-temps sa deuxième demande en une semaine auprès des Etats-Unis en vue d'assurances sur le respect des principes anti-nucléaires du Japon.

LES PROBLÈMES logistiques et financiers relatifs au stationnement d'une force de police multinationale dans le Sinai font l'objet des entretiens américano-israélo-égyptiens, hier et aujourd'hui, au Caire. Cette force devrait comprendre quelque 2.500 hommes et coûter entre \$45 et \$60 millions par an. Outre les Etats-Unis, dont ce sera la première présence militaire dans la région, on parle de la participation possible du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des îles Fidji.

OUVERTURE des négociations entre l'Espagne et les Etats-Unis pour le renouvellement de leur traité bilatéral d'amitié et de coopération qui met notamment à la disposition du Pentagone trois bases militaires abritant 11.000 hommes en territoire espagnol. L'actuel traité quinquennal expire en septembre prochain.

Nouvelle crise en Italie

d'après AFP, Reuter, UPI

■ A la suite du scandale de la loge maçonnique, le président du conseil italien, M. Arnaldo Forlani, a remis hier la démission de son gouvernement, provoquant la 41e crise gouvernementale de l'après-guerre.

Le président de la République, M. Sandro Pertini, a immédiatement entrepris des consultations pour résoudre la crise, précipitée par le refus du leader socialiste, M. Bettino Craxi, de participer lundi soir à une réunion des quatre formations de la majorité (Démocratie-chrétienne, Parti républicain, Parti socialiste et Parti social-démocrate) en vue de trouver une réponse commune au scandale suscité par les révélations sur les activités secrètes et illégales de la loge maçonnique P-2.

A Rome, on pense que M. Pertini pourrait pressentir à nouveau M. Forlani pour former la nouvelle équipe, ce à quoi la direction démocrate-chrétienne est favorable.

D'autre part, on prête à M. Craxi l'intention de former lui-même un gouvernement. Dans cette éventualité, il serait le premier président du conseil qui n'appartiendrait pas à la Démocratie-chrétienne dans les 35 ans d'histoire de la République italienne.

«Nous ne pouvons sortir de ces difficultés que par des changements en profondeur qui nous permettront de renouveler tout ce qui doit l'être, de bien com-

Eclaboussé par le scandale de la loge maçonnique, Forlani démissionne

prendre ce qui s'est passé et de rassurer une opinion publique désemparée», a déclaré un dirigeant du Parti socialiste, Silvano Labriola. Mais les socialistes n'ont pas précisé quels changements ils souhaiteraient.

Entre-temps, les députés du groupe radical (extrême gauche) décidaient d'occuper la Chambre des députés tant que M. Forlani n'aurait pas présenté la démission de son gouvernement aux parlementaires, voulant ainsi obtenir un débat au Parlement sur le scandale de la loge maçonnique. Ce sit-in des 18 députés radicaux ne connaît pas de précédent dans l'histoire parlementaire italienne.

La liste des personnalités impliquées serait incomplète

■ MADRID (AFP) — Les «personnalités les plus importantes de la loge italienne Propaganda 2 (P-2) restent dans l'anonymat», a affirmé hier M. Francesco Siniscalchi, fondateur de la loge maçonnique «Hermès» et numéro 594 du Grand orient de Rome, dans une interview au journal espagnol «El País».

Par ailleurs, quatre dirigeants de Démocratie-prolétarienne, un autre mouvement d'extrême-gauche, ont décidé de faire la grève des impôts pour protester contre le fait que les hauts fonctionnaires impliqués dans le scandale n'ont pas encore démissionné.

Ce scandale a éclaboussé l'ensemble de la classe politique. Trois ministres, des dizaines de généraux, de magistrats de haut rang et de parlementaires figurent sur la liste de 962 membres présumés publiée la semaine dernière.

La justice a ouvert une enquête contre la loge pour association de malfaiteurs, tandis que son

chef, Licio Gelli, fait l'objet de deux mandats d'arrêt pour espionnage politique et militaire et atteinte à la sécurité de l'Etat. M. Gelli et un ancien colonel des services secrets, Antonio Viezzer, auraient obtenu des documents secrets du gouvernement concernant une affaire de pots-de-vin liés à un contrat d'achat de pétrole saoudien.

La loge aurait exigé de chacun de ses membres, lors de leur admission, d'apporter au grand maître Licio Gelli, qui demeure introuvable, une preuve de fidélité: un document secret le plus important possible pour démontrer sa soumission au grand maître.

Les magistrats milanais chargés de l'enquête ont affirmé que les dirigeants de la loge usaient fréquemment de chantage politique, voulant former en quelque sorte un Etat dans l'Etat.

Quoi qu'il en soit, le secrétaire du Parti républicain, Giovanni Spadolini, estime que la crise «semble s'ouvrir dans un climat de totale irresponsabilité».

«Comment un gouvernement peut-il démissionner simplement parce qu'un chef de parti ne veut pas assister à une réunion?» s'est-il demandé.

Profitez de ce solde du manufacturier!

Des blouses pour tous les goûts!
Choix de blouses en polyester et coton d'entretien facile. Modèles à manches courtes, boutonnés devant, quelques-uns rehaussés de garnitures brodées. Blanc et gamme de teintes pastel. Tailles 10 à 16. Elles seront idéales avec vos jupes et pantalons!

12⁹⁹
ch.

Des tricotés pour tous les budgets!
Sélection de corsages en polyester/coton lavable. Modèles sans manches ou avec manches capes, quelques-uns rehaussés de garnitures brodées. Gamme de teintes pastel. Tailles P.M.G.

7⁹⁹
ch.

Achats en magasin seulement. Baymart, rayon 806, niveau du métro, centre-ville et dans toutes les succursales.

baymart

• Centre-ville, lun. à mer., 10h à 18h, jeu. et ven., 10h à 21h, sam., 9h à 17h • Succursales, lun. à mer., 9h30 à 18h, jeu. et ven., 9h30 à 21h, sam., 9h à 17h
• Centre-ville 281-4422 • Boulevard 728-4571 • Dorval 631-6741 • Rockland 739-5521
• Centre Laval 688-8970 • Place Versailles 354-8470 • Place Vertu 332-4550 • Promenades St-Bruno 653-4455

Marché commun des six royaumes arabes du Golfe

d'après AFP et Reuter

Les souverains des six États du Golfe, immensément riches et gardiens de la route du pétrole, ont décidé hier, au terme d'un sommet de deux jours à Abou Dhabi, de se regrouper en un Conseil de coopération du Golfe (CCG) sur le modèle du Marché commun européen.

L'Arabie Saoudite, le Koweït, le Qatar, les Emirats unis, Bahreïn et Oman vont donc s'acheminer vers des industries et une monnaie communes, la réduction des barrières douanières et l'établissement d'une carte d'identité commune.

Sur le modèle de la CEE, le CCG comprend un Conseil des chefs d'État qui se réunira tous les six mois et un Conseil des ministres trimestriel. Son secrétariat se trouve à Ryad. Les Six ont adopté un système de commissions d'arbitrage pour régler les conflits internes.

Préoccupés de voir leur indépendance et leurs richesses (les deux tiers des réserves pétrolières mondiales) englouties dans un conflit entre les deux superpuissances, ils ont également manifesté la volonté d'assurer eux-mêmes leur défense.

Ainsi, le communiqué final réclame le départ des bâtiments de guerre de toute la région et l'évacuation de toutes les bases

étrangères, rejetant toute intervention étrangère «quelle que soit son origine». Mais la décision a été reportée au prochain sommet.

En effet, même si les six pays produisent 14 millions de barils de pétrole par jour (ils envisagent aussi l'unification des prix du brut), leur capacité militaire est de 103,550 soldats et de 142 avions de combat au total.

En outre, Oman accorde d'importantes facilités militaires aux États-Unis, notamment dans l'île de Mazirah, et la présence de la flotte soviétique au Sud-Yémen voisin le préoccupe. Le sultan Qabous a donc proposé la mise au point d'un plan de défense commune.

La stratégie envisagée repose sur le service militaire obligatoire, la formation progressive de troupes au maniement d'un armement moderne et la création d'un fonds de défense spécial.

Ces six pays sont parmi les plus traditionalistes du monde arabe et l'appartenance au CCG est d'ailleurs limitée aux États «ayant des structures analogues et compatibles», mais le communiqué final réaffirme le soutien au Liban, à la Syrie et à l'OLP, condamne l'agression israélienne et réclame l'évacuation par Israël de tous les territoires occupés, y compris Jérusalem.

EN RECEVANT LE ROI HUSSEIN

Moscou accentue son offensive diplomatique au Moyen-Orient

LA MÉDIATION AMÉRICAINE PIÉTINE

d'après AFP, AP et Reuter

L'arrivée hier en visite officielle à Moscou du roi Hussein de Jordanie marque un nouveau temps fort de l'offensive soviétique en direction du Proche-Orient au moment où la médiation américaine entre Israël et la Syrie au sujet du Liban piétine.

Cette médiation, entreprise il y a trois semaines par le diplomate américain d'origine libanaise Philip Habib, «a permis jusqu'ici d'empêcher les choses de s'envenimer», déclarait hier le porte-parole du secrétariat d'État Larry Speakes.

Après plusieurs navette entre Beyrouth, Jérusalem, Damas et Ryad, Habib se trouve depuis quatre jours en Israël où il attend toujours une réponse de la Syrie par l'intermédiaire de l'Arabie saoudite avant de décider quelle sera la prochaine étape de sa mission.

La Syrie, qui affirme avoir abattu jusqu'ici six avions de reconnaissance israéliens (Israël admet en avoir perdu trois), reste cependant inflexible



telephoto UPI-Tass

Le président Brejnev accueille le roi Hussein à l'aéroport de Moscou.

et le ton de son éventuelle «réponse» semble en tout cas connu d'avance.

La presse syrienne accusait encore une fois hier les États-Unis de soutenir Israël et d'être incapables, par conséquent, de faire office de médiateurs. Pour

elle, il n'est pas question de retirer du Liban les missiles Sam-6: c'est à Israël de ne pas s'y ingérer.

Le premier ministre Begin, qui est en campagne électorale, a meublé l'accalmie diplomatique des derniers jours avec deux

déclarations fracassantes: dimanche, il affirmait qu'il avait des conseillers soviétiques au Liban et hier il proposait de se rendre à Beyrouth ou de recevoir le président Sarkis dans les 24 heures pour négocier.

«Je ne crois pas qu'il y ait des conseillers soviétiques au Liban», a déclaré hier Henry Catto, porte-parole du Pentagone, tandis qu'à Beyrouth, l'offre de Begin était qualifiée, de source officielle, de «manœuvre de propagande ne méritant pas de réponse».

Hier, Begin a déclaré que les Syriens continuaient d'acheminer des renforts au Liban mais que, malgré tout, il attendrait patiemment les résultats de la mission Habib.

C'est sur cette toile de fond que le président Brejnev, recevant le roi Hussein au Kremlin, condamnait sévèrement «l'agression israélienne au Liban» et réitérait son appel pour la tenue d'une conférence internationale avec la participation de l'OLP.

Exclue du Proche-Orient depuis la conclusion des Accords de Camp David, l'URSS multiplie depuis sept mois les contacts au plus haut niveau avec les pays arabes, signant en octobre dernier un traité d'amitié avec la Syrie et recevant, le mois dernier, le colonel Khadafi.

la Baie

Tender Tootsies. POUR LES PETITS PIEDS ASTIGUES. «la femme des années 80»

NATURALIZER

Tender Tootsies Ltd. FOR TIRED FEET. «like a warm blanket»

Choix de Naturalizer et Tender Tootsies, de 25% à 45% de rabais!

La Baie, ord. 14.00 à 46.00

9⁹⁹ à 24⁹⁹ la pai.

Achats en magasin seulement. Rayon 262, au troisième, centre-ville et dans toutes les succursales, sauf Versailles, St-Bruno et Chicoutimi.

Pour marcher en tout confort pendant des heures, pour danser à l'aise même dans une délicate sandale, chaussez Naturalizer ou Tender Tootsies! Et voyez le grand choix que nous avons rassemblé pour vous! Tous ces modèles vous sont offerts au super rabais de 25% à 45%! Avec un choix aussi vaste et d'aussi bas prix, il y en a sûrement plus d'une paire vous convenant! Passez les essayer! Modèles sport ou de ville, offerts dans une jolie sélection de couleurs mode. Pointures 6 à 9 1/2 dans le lot. (Pas tous les modèles, pointures ou couleurs dans toutes les succursales).

ÉLECTIONS AUX PAYS-BAS

La coalition perd sa majorité

D'après AFP et Reuter

La coalition gouvernementale démocrate-chrétienne et libérale a perdu hier, aux élections législatives du Pays-Bas, sa majorité de deux sièges à la Chambre basse du Parlement (150 sièges) mais l'opposition socialiste a également reculé dans la faveur populaire.

C'est le petit parti de centre-gauche «Démocratie 66» qui fait figure de grand vainqueur, doublant ses effectifs avec un gain de 6.5 p. cent et portant sa députation de huit à 17 sièges, et c'est son leader, Jan Terlouw, 50 ans, qui pourrait être appelé à former le prochain gouvernement, dit-on à La Haye.

Le premier ministre sortant Andreas Van Agt avait projeté, en cas de victoire, de former un nouveau gouvernement avec les socialistes de Joop den Uyl, mais cette combinaison demeure possible du fait que Terlouw favoriserait une nouvelle coalition démocrate-chrétienne et socialiste autour de son propre parti.

La campagne électorale avait porté sur le chômage, la pénurie de logements et le déploiement de nouveaux missiles nucléaires de l'OTAN, les Églises ayant réclamé la dénucléarisation totale des Pays-Bas.

Selon les indications de l'Agence néerlandaise de presse (ANP), la participation au scrutin d'hier a atteint le niveau record de 89.3 p. cent des 10.1 millions d'électeurs et la Démocratie-chrétienne de Van Agt a malgré tout devancé le Parti du travail de den Uyl comme première formation politique du pays.

Van Agt, 50 ans, avait prêché l'austérité financière et refusé

les consignes des Églises pour une dénucléarisation totale et immédiate du pays alors que den Uyl, 61 ans, s'opposait simplement à ce qu'il appelait «une nouvelle étape dans l'escalade nucléaire».

Il comptait sur une relance de l'économie pour maintenir le pouvoir d'achat des moins fortunés et des assistés sociaux, mais l'on note que c'est dans les régions les plus touchées par la crise économique que les socialistes ont perdu des voix.

Démocratie 66 de Jan Terlouw est plutôt un «club de réflexion» animé par de jeunes cadres dynamiques. Quant au Parti du peuple (libéral de droite) de Hans Wiegel, 39 ans, il était partisan du déploiement des fusés nucléaires et de l'austérité financière.

Les chiffres officiels publiés hier soir donnent 48 sièges aux démocrates-chrétiens (perte d'un siège) et 26 aux libéraux (perte de deux), de sorte que la coalition sortante se retrouve avec 74 sièges contre 77 (sur les 150 de la Chambre) avant le scrutin.

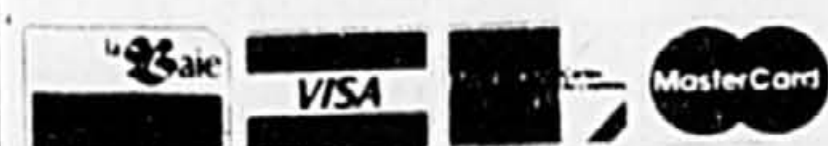
Les socialistes obtiennent quant à eux 44 sièges (perte de neuf) alors que Démocratie 66 en gagne neuf pour un total de 17 sièges.

Quinze autres partis avaient présenté des listes nationales, n'intéressant que 10 p. cent de l'électorat, et les gains sont allés aux communistes, aux socialistes pacifistes et aux réformistes conservateurs.

Le Parti paysan et Démocratie 70 (socialiste) ont perdu chacun leur unique siège à la Chambre.



Le chef du parti socialiste, M. Joop Den Uyl, et sa femme déposent leur bulletin à Amsterdam pour les élections législatives des Pays-Bas. telephoto UPI



Centre-ville, lun à mer., 10h à 18h, jeu. et ven., 10h à 21h, sam., 9h à 17h • Succursales, lun à mer., 9h30 à 18h, jeu. et ven., 9h30 à 21h, sam., 9h à 17h
 Centre-ville 281-4422 • Boulevard 728-4571 • Dorval 631-6741 • Rockland 739-5521
 Centre Laval 688-8970 • Place Versailles 354-8470 • Place Vertu 332-4550 • Promenades St-Bruno 653-4455

Mitterrand consulte les trois grandes centrales syndicales

L'EXPULSION DES ÉTRANGERS SUSPENDUE

d'après AFP, Reuter

Tandis que le président François Mitterrand recevait, hier, les principales centrales syndicales françaises venues chacune avec ses propositions sociales prioritaires, le ministre français de l'Intérieur, M. Gaston Defferre, a annoncé la suspension, à titre provisoire et «sauf exception justifiée par une nécessité impérieuse d'ordre public», de toute mesure d'expulsion.

La procédure d'expulsion, a-t-il indiqué, sera «entièrement revue afin d'assurer un réel respect des droits de la défense» et ne sera plus appliquée aux jeunes étrangers nés en France ou qui y seront arrivés dès leur plus jeune âge. Ce dernier point fait suite au mouvement de protestation contre des expulsions de jeunes gens, immigrés ou fils d'immigrés et auteurs de délits mineurs, mouvement qui s'était développé en France, en avril, en pleine campagne électorale. Un prêtre, un pasteur et un jeune Algérien avaient fait la greve de la faim pendant 20 jours, à Lyon, pour que cessent ces expulsions.

Le 29 avril dernier, le précédent ministre de l'Intérieur, M.

Christian Bonnet, avait suspendu les expulsions pour trois mois. M. Defferre va plus loin en reconnaissant à ces jeunes le droit de rester en France. «La France est leur pays. S'il leur arrive de commettre un délit, ils seront livrés à la Justice mais ne seront plus contraints, à l'expiration de leur peine, de gagner un pays dont ils ne connaissent souvent même pas la langue», a-t-il déclaré.

De plus, a souligné le ministre de l'Intérieur, il importe que les travailleurs étrangers qui, par leur travail, ont largement contribué au développement économique de la France, voient leur place reconnue dans la société française. Il serait profondément injuste, a-t-il poursuivi, que ces travailleurs, qui font partie intégrante de notre classe ouvrière, fassent les frais de la crise économique dont nous héritons. Ces étrangers, qui sont en France depuis des années, voire des dizaines d'années, ont droit à la sécurité.

Par ailleurs, après avoir reçu lundi les chefs des quatre principales formations politiques, le président Mitterrand a reçu hier les responsables des principales centrales syndicales françaises. On sait que les objectifs à court et moyen terme des syndicats, qui recourent partiellement ceux du gouvernement en matière de relèvement des bas salai-



téléphotoPA

Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur.

res, de réduction du temps de travail et d'amélioration des aides sociales, doivent faire l'objet d'une «vaste concertation», promise par le gouvernement entre syndicats, pouvoirs publics et patronat.

La délégation de la CGT, principale centrale française, outre ses revendications sur le relèvement immédiat du salaire minimum, la durée du travail et la hausse des allocations familiales, a remis au chef de l'Etat 38

dossiers prioritaires de conflits industriels à régler. Le chef de la délégation a souligné que l'entretien s'est déroulé dans un excellent climat, ajoutant qu'un processus nouveau de concertation semblait engagé.

Quant au responsable de la CFDT, proche du Parti socialiste, il a annoncé à l'issue de l'entretien que «dorénavant les syndicats seront consultés sur les grandes discussions internationales, chaque fois qu'elles auront une incidence sur la politique économique et sociale de la France. Ce principe nouveau, a-t-il affirmé, augure bien de l'avenir.

Pour sa part, le leader de Force Ouvrière a trouvé dans le président Mitterrand «un homme soucieux de bien faire» et a confirmé qu'il y aurait une hausse des allocations familiales avant les élections législatives du 14 et du 21 juin.

Par ailleurs, dans une déclaration, au cours d'une entrevue radiodiffusée, le ministre des Relations extérieures, M. Claude Cheysson, a affirmé que «la France honorerait tous ses contrats commerciaux et ses contrats d'armement. Mais la France, a-t-il soutenu, ne vendra pas d'armes aux pays fascistes et racistes». Il semblerait donc, selon les propos de M. Cheysson, que la France continuera à livrer des armes achetées en vertu des contrats déjà signés.

Espagne: le mystère subsiste autour du coup de Barcelone

d'après Reuter, AFP

Le président du gouvernement espagnol, M. Leopoldo Calvo Sotelo, a déclaré hier aux Cortès qu'il n'avait toujours pas d'information sur l'identité, les motifs et le nombre des responsables de la prise d'otages de Barcelone, mais de son côté, la presse identifiait le chef des assaillants comme étant Jose Martinez Gomez, qui aurait été un indicateur de la police de 1976 à 1979.

Venu à la tribune des Cortès à la demande des partis socialiste et communiste, M. Calvo Sotelo a déclaré que le ministre de l'Intérieur, Juan Jose Roson, poursuivait son enquête et que toutes les hypothèses étaient étudiées, y compris celle d'une participation de membres de la Garde civile.

Au cours de son intervention, M. Calvo Sotelo a ajouté que les premiers interrogatoires avaient permis d'établir que les chefs du commando avaient eu trois rencontres avec les dirigeants d'une organisation d'extrême-droite en apparence, qui leur avaient offert l'équivalent de \$55,000 pour attaquer la banque centrale. Deux de ces rencontres ont eu lieu à Perpignan, en France.

«La police espagnole s'efforce désormais de retrouver les personnes qui ont commandité la prise d'otages», a ajouté M. Cal-

vo Sotelo, selon lequel toute l'opération était un exercice de simulation, faisant croire qu'il s'agissait d'un groupe à caractère militaire.

Toute la presse espagnole, de son côté, réclame de plus amples explications sur la prise d'otages, qui comporte encore beaucoup d'inconnues.

L'agence Europa Press identifie le responsable de l'opération comme étant Jose Martinez Gomez, un indicateur de police qui s'était infiltré, entre 1976 et 1979, dans les mouvements anarchistes afin d'oeuvrer à leur disparition.

D'ailleurs, dans sa déposition à la police, Gomez parle de deux rencontres à Perpignan avec un certain Antonio Luis, qui s'est présenté à lui comme appartenant à l'extrême-droite et qui l'avait chargé d'une mission importante, l'assurant qu'il bénéficierait de «solides appuis» et que sa fuite en Argentine était assurée.

De son côté, le premier secrétaire du parti socialiste, Felipe Gonzalez, a déclaré que personne, et surtout pas le gouvernement, ne croit à la thèse officielle selon laquelle les auteurs de la prise d'otages sont des souteneurs et des voleurs. «Les crimes de droit commun doivent être séparés de cette opération d'inspiration purement politique», a-t-il dit.

la Baie



Le fin mot de l'été: portez léger!

Koret a conçu ces vêtements exclusivement pour la Baie... et pour vous! Des vêtements légers, confortables, pratiques, qui conviennent parfaitement à toutes vos activités. Faciles d'entretien, ils sont tout indiqués pour les vacances. Les jupes, pantalons et vestes sont en mélange 75% polyester/25% coton. Tons unis de taupe, blanc cassé ou baie. Les tee-shirts, en tissu 50% coton/50% polyester, sont rayés taupe/blanc cassé/baie. Tailles 8 à 16. Procurez-vous dès maintenant des tenues que vous aimerez porter durant tout l'été... à des prix très légers!

De gauche à droite:

A. Tee-shirt rayé à manches capes et encolure en V.

22⁹⁹ ch.

B. Jupe enveloppante.

24⁹⁹ ch.

C. Veste safari.

34⁹⁹ ch.

D. Tee-shirt rayé avec col et demi-patte.

22⁹⁹ ch.

E. Pantalon à glissière au dos et taille extensible.

22⁹⁹ ch.

Téléphoner à 842-6261 (région de Montréal).
Rayon 132, au deuxième, centre-ville et dans toutes les succursales.

Schmidt obtient le « oui » du Bundestag sur les euromissiles

d'après AFP, Reuter, UPI

Fort de l'appui des présidents Reagan et Mitterrand, le chancelier Schmidt, d'Allemagne de l'Ouest, a obtenu facilement hier le vote par le Bundestag de son projet de déploiement de missiles de l'OTAN sur le territoire de la RFA.

Cependant, le chancelier a dû user de toute son influence personnelle pour persuader une majorité de son parti, les sociaux-démocrates, de voter en faveur de sa résolution. Malgré cet engagement personnel, quatre députés SPD ont voté contre et six autres se sont abstenus lors du scrutin.

L'opposition chrétienne-démocrate a approuvé la motion, qui prévoit l'exécution par Bonn des décisions prises en 1979 par l'OTAN, aux termes desquelles les Etats membres se sont engagés à déployer des missiles tout en poursuivant des négociations sur le désarmement.

M. Schmidt a déclaré au Parlement qu'il ressortait de ses entretiens de la semaine dernière avec le président Reagan et avec des membres de son administration que les deux pays étaient disposés à s'opposer fermement à l'expansionnisme soviétique tout en cherchant à maintenir le dialogue Est-Ouest. «La volonté américaine de

negocier, mise en doute par certains Européens et par la propagande soviétique, a été une fois de plus confirmée».

D'ailleurs, le SPD n'a voté la motion qu'en raison des perspectives de négociations et l'un des dirigeants du parti, Willy Brandt, a souligné que le SPD espérait que les négociations permettraient d'éviter la nécessité de procéder au déploiement des missiles.

Au cours du débat, un des députés de l'aile gauche du SPD, Rudolf Schoefberger, s'est demandé si le secrétaire d'Etat américain Alexander Haig ne constituait pas un grave danger pour la paix mondiale s'il agissait conformément à sa profession de foi, selon laquelle il existe des choses plus importantes que la paix.

«Il ne fait aucun doute pour moi que le ministre américain est un homme de paix», a répondu M. Schmidt, ajoutant que les choses auxquelles M. Haig faisait allusion ne pouvaient être que la défense de la liberté.

De son côté, le Spiegel, le magazine le plus lu en RFA, écrit «que de nouvelles armes atomiques rendront la guerre plus probable et que le territoire le plus menacé du monde occidental en cas de conflit serait la RFA».



Le chancelier Schmidt durant son intervention au Bundestag.

Pologne: une série d'incidents fait renaître l'inquiétude

d'après AFP, Reuter, UPI

Alors que la section de Leznica du syndicat indépendant Solidarité accusait, hier, des soldats soviétiques stationnés en Pologne d'avoir brutalisé le 13 mai dernier un ambulancier, une atmosphère de sourde inquiétude continue de régner en Pologne au lendemain d'une journée placée sous le signe des prisonniers politiques et marquée simultanément par l'annonce de «cas isolés d'insultes» contre des soldats soviétiques et du suicide de deux anciens ministres de l'ère Gierk.

Cette révélation sans précédent d'actes d'hostilité à l'encontre de soldats soviétiques marque une escalade de la campagne en faveur de l'ordre public et constitue un élément de dramatisation de la situation instable que connaît le pays. Dans certains milieux politiques à Varsovie, on va jusqu'à mettre en doute la réalité de ces «cas isolés d'insultes», d'autant, fait-on remarquer, que le communiqué gouvernemental ne donne aucune précision à ce sujet.

On y voit avant tout un moyen de pression, destiné à «faire peur» à la population, dans la crainte que les tensions latentes subsistant en Pologne ne débouchent sur des conflits ouverts, troublant la campagne de préparation au 9e Congrès extraordinaire du parti. Dans ce contexte, ce n'est sans doute pas un hasard si les autorités ont divulgué ces attitudes hostiles à l'égard des soldats soviétiques le jour où plusieurs dizaines de milliers d'étudiants organisaient des marches de protestation en

faveur de la libération des «prisonniers politiques».

En revanche, Solidarité, en soulignant que l'attaque contre l'ambulancier n'était qu'un incident parmi d'autres, a précisé que cette affaire fait l'objet d'une enquête dans les milieux militaires soviétiques et polonais. Le porte-parole de la section a déclaré que «les Soviétiques font tout pour étouffer l'affaire. Il ne s'agit pas d'un incident isolé, mais ils souhaitent que l'opinion publique en sache le moins possible la-dessus».

La presse polonaise dans son ensemble se félicite en revanche du calme qui a présidé aux multiples manifestations estudiantines la veille dans différentes villes du pays. 50.000 étudiants ont réclamé la libération de «prisonniers politiques» dont deux purgent 25 ans de prison pour avoir fait exploser un bâtiment officiel. Le défilé le plus important, à Varsovie, a été écourté après l'intervention d'une commission parlementaire qui a promis d'étudier le cas de ces prisonniers.

D'autre part, la presse de Varsovie a apporté des précisions sur les circonstances dans lesquelles deux anciens ministres polonais se sont récemment suicidés alors qu'une commission extraordinaire du POUK poursuivait son enquête sur la mauvaise gestion de ces dix dernières années. L'agence PAP a rapporté qu'ils avaient fait leur «autocritique» avant, l'un, de se pendre et l'autre, de se donner la mort avec une arme à feu. Les deux ministres ont laissé des lettres affirmant qu'ils avaient agi ainsi par «dépression nerveuse».



Qu'est-ce que ces chemises ont de spécial? Tout! Et jusqu'au plus petit détail!

Pourquoi ces chemises seront-elles si appréciées? Pour une foule de petites choses qui les rendent irrésistibles! Elles sont avant tout conçues par des fabricants de renom. Elles se présentent en versions manches longues, pour une allure classique, ou courtes, pour l'été. Elles sont réalisées en mélange léger, 65% polyester/35% coton, si facile d'entretien. Elles offrent un choix de motifs mode et de ton sur ton, en blanc, bleu ou écru. Et voici un dernier «petit détail» qui vous intéressera: les prix sont vraiment très bas! C'est une bonne occasion de faire provision de chemises pour vous, ou encore de faire plaisir: la Fête des Pères n'est pas loin!



Chemises de ville à manches courtes. Tailles 14 1/2 à 16 1/2.

10⁹⁹ ch.

Chemises de ville à manches longues. Tailles 14 1/2 (manches 32 et 33) 15-16 1/2 (manches 32 à 35).

13⁹⁹ ch.

Achats en magasin seulement. Rayon 330, rez-de-chaussée, centre-ville et dans toutes les succursales.

Centre-ville, lun à mer, 10h à 18h, jeu et ven., 10h à 21h, sam., 9h à 17h • Succursales, lun à mer., 9h30 à 18h, jeu et ven., 9h30 à 21h, sam., 9h à 17h • Centre-ville 261-4422 • Boulevard 728-4571 • Dorval 531-6741 • Rockland 739-5521 • Centre Laval 688-6970 • Place Versailles 354-8470 • Place Verlu 332-4550 • Promenades St-Bruno 653-4455

Match nul à Chypre

d'après AFP, Reuter

Les élections législatives de dimanche à Chypre dont la répartition des sièges a été officiellement annoncée hier matin à Nicosie, ont vu le retour inattendu sur la scène politique du Ralliement démocratique dont le succès a empêché le Parti communiste de devenir la principale formation du Parlement.

Le Parti communiste Akel (pro-soviétique) l'emporte sur le Ralliement démocratique de M. Clerides par moins de 1 p. cent des voix mais, en raison du système de représentation proportionnelle appliqué pour la première fois lors de ces élections, chacune des deux formations obtient 12 sièges sur les 35 que compte la Chambre des Représentants.

Alors que le Parti communiste paraissait assuré au départ de constituer le groupe le plus important au Parlement, les deux formations disposent désormais du même nombre de sièges et le Parti démocratique du président Kyprianou avec 8 sièges se trouve ainsi en position d'arbitrage.

VENTE ANNIVERSAIRE

Venez profiter de nos nombreux spéciaux du 27 mai au 30 juin.



CORONAMATIC 2200 SMITH-CORONA
Prix sugg.: \$465.00
PRIX ALEX \$319.95



CORONET SUPER 12 SMITH-CORONA
Prix sugg.: \$399.95
PRIX ALEX \$268.95

DEMANDEZ DES PRÉCISIONS SUR NOS PETITS APPAREILS ET NOS DACTYLOS DE BUREAU, OFFERTS À PRIX SPÉCIAL

ALEX Equipement de bureau
941, Décarie (près de Côte-Vertu)

GARANTIE COMPLÈTE — ENTRETIEN

- VENTE
- CONTRATS D'ENTRETIEN
- RÉPARATION
- LOCATION
- ÉCHANGE

744-6319

CHAMBRE DES COMMUNES CANADA

Comité permanent de l'Agriculture

Le Comité permanent de l'Agriculture étudiera dès le début de juin, le Bill C-46, LOI SUR L'IMPORTATION DE LA VIANDE.

Les individus et les organismes peuvent soumettre des commentaires écrits au sujet du Bill C-46.

Ceux qui comparaitront devant le Comité seront choisis parmi ceux qui auront soumis un exposé écrit ou qui auront fait connaître leur intention au greffier du Comité avant 17 heures, vendredi le 5 juin 1981.

Tous les mémoires, toute la correspondance et toutes les demandes de renseignements devront être envoyés à:

Richard Dupuis
Greffier
Comité permanent de l'Agriculture
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A7
Tel.: (613) 995-9630

Maurice Bossy, député
Président.

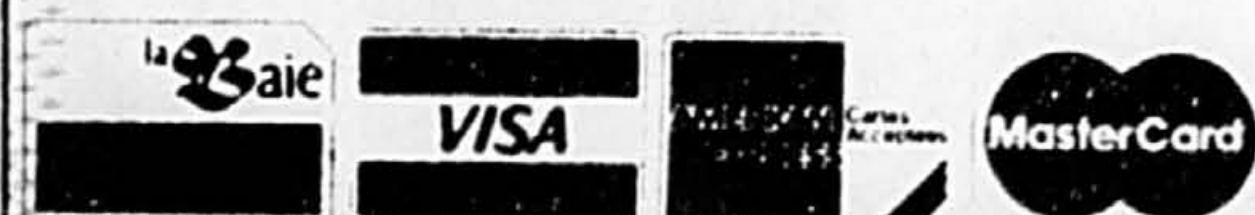
Pour \$109 vous avez bien plus qu'un complet 2 ou 3 pces!

la  aie

Voici ce que nous vous offrons pour la modique somme de 109.00: un complet comprenant veston, veste et pantalon, ou pantalon et veston, taillés selon la meilleure tradition; une coupe impeccable conforme à vos exigences; un choix de tissus pure laine ou laine mixte qui gardent bien leur forme même durant les chaudes journées; une gamme de teintes et de motifs riches et conventionnels: unis ou de fantaisie en gris, bleu ou brun dans le lot. Tout ça, plus un service des plus courtois! Tailles 36 à 46. (Légers frais pour finition d'ourlets). Venez vite chercher votre complet et profitez de l'été!

109⁰⁰ ch.

Achats en magasin seulement. Rayon 301, rez-de-chaussée, centre-ville et dans toutes les succursales.



• Centre-ville, lun. à mer., 10h à 18h; jeu. et ven., 10h à 21h; sam., 9h à 17h • Succursales, lun. à mer., 9h30 à 18h; jeu. et ven., 9h30 à 21h; sam., 9h à 17h
 • Centre-ville 281-4422 • Boulevard 728-4571 • Dorval 631-6741 • Rockland 739-5521
 • Centre Laval 688-8970 • Place Versailles 354-8470 • Place Vertu 332-4550 • Promenades St-Bruno 653-4455